

UNE NOTE EN DEMI-TEINTE SUR L'ACTUALITÉ DU MERCANTILISME¹

A half-tone on the actuality of mercantilism

ALAIN REDSLOB

Professeur émérite à l'université Panthéon-Assas Paris II

Président de l'Association Internationale des Économistes de Langue Française

Abstract : In a curious but stimulating way, the scientific themes and the recommendations which result from them can, sometimes, find an echo through the centuries. This is the case with mercantilism, which is finding renewed relevance both in university circles and among many responsible for economic policy. When we compare the historical contexts, the forms taken and the ideas propagated, it is nevertheless necessary to admit that the similarities are to be qualified.

Keywords : mercantilism, currency, protectionism, prices, innovations, demography.

Résumé : De façon curieuse mais stimulante, les thèmes scientifiques et les préconisations qui en découlent peuvent, parfois, rencontrer un écho au travers des siècles. Il en va ainsi du mercantilisme qui rencontre un regain d'actualité tant dans des cénacles universitaires que chez maints responsables de la politique économique. Quand on rapproche les contextes historiques, les formes revêtues et les idées propagées, force est d'admettre que les similitudes sont à nuancer.

Mots-clés : mercantilisme, monnaie, protectionnisme, prix, innovations, démographie.

JEL classification : B11, B30, F13, F40, J00, O10.

¹ Cet article est la reproduction intégrale de notre discours inaugural prononcé lors de la tenue de la Troisième Conférence Internationale bilingue portant sur les *Interférences globales de la société de la connaissance* organisée par l'université Valahia de Targoviste, Roumanie, les 12 et 13 décembre 2021. Nous remercions ici ses organisateurs pour en avoir autorisé la publication dans la RIELF.

Parce qu'elles se gaussent du temps, il est des coïncidences troublantes, donc plus que suggestives. Pensées mercantilistes et préconisations actuelles en relèvent. Les contextes dans lesquels elles se sont répandues, les formes qu'elles ont revêtues, les idées qu'elles ont promues ici se ressemblent, là partagent des points communs, là encore s'opposent. D'où une comparaison qui ne peut impliquer qu'un jugement en demi-teinte.

Sur les contextes

Loin de s'apparenter à une science autonome, le mercantilisme² constitue le premier courant de pensée économique digne de ce nom. Forgées à la Renaissance et se répandant encore au siècle des Lumières, ses idées écloront dans un contexte disruptif où l'économique, jadis subordonné, devint la préoccupation première.

Protéiforme, cette rupture trancha d'avec l'ère médiévale qui se bornait à proclamer des vérités intemporelles. Elle fut un chamboulement majeur. Au plan *spirituel*, architecture, sculpture, peinture, poésie, littérature, philosophie, physique etc. exaltèrent les potentialités de l'homme et véhiculèrent les bienfaits de la science. Du point de vue *religieux*, la formidable impulsion qu'instilla la Réforme protestante ébranla l'ordre établi en énonçant des principes neufs, en poussant l'initiative individuelle et en désacralisant l'argent. A l'échelon *politique*, l'Etat se trouva érigé au rang de puissance supérieure tandis que, de façon corrélative, l'économie, naguère campée à des confins manoriaux, prit des dimensions nationales. Enfin, à l'aune *technique*, l'élargissement des marchés suite aux grandes aventures maritimes, couplé à des inventions d'importance (impression, boussole, montre...) augura le vagissement d'un nouveau monde.

A la réflexion, l'environnement qui est le nôtre n'est pas moins riche d'innovations. C'est avéré dans le domaine *spirituel*, où les arts, quelle qu'en soit l'essence, connaissent de profonds bouleversements au point de susciter de sévères controverses : mathématiques modernes, nouveaux philosophes, configurations architecturales et picturales surprenantes, matériaux employés, refondation libérale en économie, climatologie en essor, écologie divinisée quand elle n'est pas galvaudée, pop art, musiques et danses d'un genre inédit etc. illustrent ce bouillonnement spirituel, qu'on l'approuve ou le réprouve. Sur le plan *religieux*, si l'avancée de l'Islam ne peut être niée, elle a souvent tendance à freiner l'évolution des sociétés en appliquant un droit immuable qui bride les mœurs. En regard, les fortes percées protestantes souvent dans leur version évangélique³ fendillent les socles de

² Pour un examen plus approfondi du mercantilisme, le lecteur pourra se référer à notre ouvrage : *Histoire de la pensée économique : de l'Antiquité à nos jours*, éd. EdL, 7ème éd., p. 31 et ss.

³ D'une façon générale plus stricte quant à l'interprétation des Ecritures.

communautés archaïques des grands continents émergents – Afrique, Amérique du Sud et Asie dans une moindre mesure – en les propulsant vers des horizons plus modernes. Du point de vue *politique*, la mondialisation a bouleversé la donne : né au XVI^e siècle, l'Etat-nation s'est quelque peu fondu dans un Village-monde, même si, il faut le reconnaître, un mouvement inverse, certes de plus faible ampleur, est intervenu dans un passé récent. D'où un délitement des politiques naguère centralisées et une montée en puissance des prérogatives d'organismes internationaux à la responsabilité limitée. En outre, quoique ne s'étant étendu qu'à faible échelle lors de l'éveil du mercantilisme, c'est davantage la facette *technique* qui marque le temps présent. Les progrès ont, en effet, été fulgurants dans nombre de branches à l'instar de la médecine, de l'aérospatiale, des biotechnologies, de l'armement, de la logistique, des communications réelles ou virtuelles...

Concluons ce premier point. Tant l'ère mercantiliste que l'ère contemporaine offrent des similitudes : spiritualité, religion, politique et technique les ont chambardées de manière profonde, créant une authentique rupture d'avec la période qui les a précédées. En revanche, ni dans leurs racines ni dans leurs forces, ces secousses n'ont été identiques en sorte que les turbulences induites peuvent difficilement soutenir la comparaison. C'est pourquoi il convient de creuser plus avant en examinant les formes que prirent les politiques arrêtées.

Sur les formes

Pour aller à l'essentiel, cinq formes de mercantilisme ont existé dans divers pays à des moments différents. Espagnol et portugais, le mercantilisme *bullioniste* qui intervint surtout au XVI^e siècle eut l'accumulation de métal précieux pour unique finalité. Pour en endiguer la sortie, ses protagonistes dénommés arbitristes préconisaient l'instauration de taxations et, afin d'en accélérer l'entrée, recommandaient la pratique de mutations monétaires – de nos jours des dévaluations – puisque ces dernières, en dopant les exportations, étaient sources d'entrée de réserves métalliques. Ses résultats furent déplorables en raison de l'engrangement oisif de l'or et de l'argent, des tensions inflationnistes induites génératrices de misère, et du fait d'une insécurité grandissante due à la multiplication des pillages des galions sur leur route du retour. En Hollande et en Angleterre, c'est un mercantilisme *commercialiste* qui prévalut au siècle suivant. L'objectif demeurerait identique, savoir générer des excédents des comptes extérieurs, mais les moyens pour les obtenir divergèrent. C'était de conquête et non plus de protection qu'il s'agissait, vu que la frilosité le cédait au dynamisme. La création des grandes compagnies maritimes, la ramification des canaux commerciaux et la diversification des réseaux financiers de par le monde illustrèrent cette stratégie. La promulgation du fameux Act d'Oliver Cromwell (1651) contraignant tout échange avec la Grande-Bretagne à transiter

sur un navire battant pavillon britannique et visant à interdire l'accès aux ports nationaux à toute embarcation transportant des marchandises autres que celles de son pays d'origine accentua la tendance. D'où d'appréciables rentrées d'invisibles dans la balance des paiements. En France, l'œuvre colbertiste, devancée par celle de Sully (1559–1641), signa l'acte de naissance du mercantilisme *industrielle*. Dans ses *Lettres, instructions et mémoires*, Jean-Baptiste Colbert (1619–1683) qui devint l'homme de confiance du Roi Soleil après lui avoir été présenté par le cardinal de Mazarin prôna une politique industrielle ambitieuse, fondée sur le développement de la marine marchande, les réglementations tarifaires, la création de manufactures qui, tous, devaient accélérer les entrées d'or. Sa pensée comme ses actes dénotèrent un volontarisme exigeant. Et si les résultats ne furent pas à la hauteur des espérances, c'est parce que la France demeurait agraire, et que l'élite protestante s'enfuyait vers de nouveaux cieux, poussée qu'elle y fut par les préférences jésuitiques d'un souverain qui ne sera guère plus indulgent à l'encontre de la doctrine de Cornelius Jansen (1585–1638)⁴, dont Blaise Pascal (1623–1662) fut un ardent propagandiste. Plus hasardeuse fut, en France également, l'expérience du mercantilisme *fiduciaire*. Brièvement résumé, le système pensé par John Law de Lauriston (1671–1729) – financier écossais devenu Contrôleur général des finances du Régent Philippe d'Orléans – s'agençait autour de l'idée que l'abondance de papier-monnaie encourageait l'activité économique. C'était sans compter sur les mouvements spéculatifs si incontrôlables. Aventureuse d'un point de vue intellectuel, l'expérience connut un échec retentissant en raison de la banqueroute qui s'ensuivit. Au XVIII^e siècle enfin, naquit le mercantilisme allemand, connu sous le nom de mercantilisme *caméraliste*⁵ – amplement redevable aux écrits de Johann Heinrich Gottlob von Justi (1717–1771) et de Joseph von Sonnenfels (1733–1817) – dont la portée, adossée à l'autorité de l'État, fut vite marginalisée en raison de la montée en puissance du libéralisme et du morcellement du Saint-Empire. En d'autres termes, le fractionnement géographique y interdisait toute visée globale, à l'instar de celle de Colbert.

De nos jours, que sont ces orientations devenues ? Tout d'abord, l'accumulation de métaux⁶ a été remplacée par celle de monnaies fortes, dont le nom a changé tour à tour (livre britannique, dollar, yen, mark allemand, florin, franc suisse). Elle n'était plus une fin en soi, mais la marque ostensible d'une puissance économique, militaire ou financière. Ceci explique que les pays qui en manquaient s'adonnèrent à des dévaluations compétitives en multipliant les droits d'entrée pour acquérir une compétitivité infondée : le dumping monétaire devenait le nouvel habit de l'arbitrisme. Pratiqué encore ici ou là, ce mode de gestion aléatoire et inique a perdu sa raison d'être au sein de la zone euro, puisque la monnaie de règlement y est unique.

⁴ Fondateur du jansénisme.

⁵ *Das Kamera* désignait le lieu où siégeait le Trésor public.

⁶ Et encore davantage depuis la déclaration de l'inconvertibilité du dollar en or le 15 août 1971.

Sur un autre plan, le prolongement moderne du mercantilisme commercialiste trouve nombre d'illustrations. Inauguré par le Japon, puis suivi par nombre de pays de l'Asie du Sud-est, il atteint de nos jours un point d'orgue avec les deux grands mastodontes économiques de la planète. En effet, Etats-Unis et Chine tentent par tous les moyens d'occasionner des percées commerciales fulgurantes, les premiers en vendant haute technologie et services de pointe en se moquant de leur monnaie comme d'une guigne, la seconde s'instituant en usine du monde au mépris, entre autres, des règles environnementales et sociales, tout en refusant de concéder la moindre responsabilité monétaire sur le plan planétaire. Avouons que les deux ne lésinent pas en matière d'hypocrisie : proclamant les plus louables intentions en matière de négoce international, elles érigent – pas seulement entre elles – des barrières tarifaires et instituent des obstacles non tarifaires propres à décourager les exportateurs étrangers les plus enhardis à pénétrer leurs marchés, l'escalade des restrictions étant véritablement sans fin. Comme quoi le loup sait toujours se déguiser en mère-grand ! Bien sûr, d'autres nations agissent de même, mais elles n'ont pas le même poids. Tandis qu'au milieu de toutes ces simagrées, l'Union européenne, faisant bonne figure, se trouve souvent dupée. On peut, sans trop se fourvoyer, dupliquer ce raisonnement commercial dans le domaine industriel. Car si Colbert avait eu pour tort d'être en avance sur son temps en échouant à faire prendre un greffon industriel sur une texture agraire, les pays développés poursuivent aujourd'hui une lutte sans merci dans la production et l'écoulement des biens manufacturés. La compétition industrielle est de tous les instants. En son absence, il y a gros à parier que la Chine s'effondrerait. En regard, le mercantilisme fiduciaire, de quelque manière, s'impose : depuis quelques années en effet, l'activité économique baigne dans un océan de liquidités dans le but de la relancer. Et, de façon incongrue, dès lors que des signes de frémissement se font jour, on réfléchit de suite à resserrer le robinet monétaire. Curieuses contradictions ! Quant au mercantilisme caméraliste, tant mis à mal par un libéralisme montant et une mondialisation triomphante, il paraît ressortir des limbes en vantant les actions des Etats non seulement dans la lutte contre la pandémie de la Covid-19 mais aussi dans les efforts indéniables déployés pour amortir les chocs sociaux dans les sociétés développées ou peu.

Sur les idées

Loin d'être des théoriciens, fait qui explique l'inexistence d'une doctrine établie, les mercantilistes furent avant tout des praticiens – avocats, magistrats, marchands, hommes de Cour... – défendant des principes que reflétait leur temps. Quelques figures emblématiques se dégagent : Bodin, de Malestroit, Botero, Ortiz et Mariana dominant le XVI^e siècle ; Mun, Child, Temple, Malines, Misselden, Davenant, de Montchrestien, de Laffemas, Sully et Colbert marquent le siècle suivant, cependant

que Vauban, Law, von Justi et von Sonnenfels sont les figures qui comptent au siècle des Lumières.

Sans caricaturer à outrance, trois thèmes ont retenu leur attention : le commerce international, la population et la monnaie. S'agissant du *commerce international*, l'objectif était clair : équilibrer, voire sur-équilibrer les comptes extérieurs. Même s'ils ne s'accordaient pas sur le type de solde à considérer (soldes commercial ou des opérations courantes), tous insistèrent sur le fait qu'un excédent matérialisait l'avantage que retirait un pays de l'échange international. De sorte que, dans son *Compendium*, le britannique Thomas Gresham (1519–1579) théorisa le lien entre excédent extérieur et enrichissement national. Un peu plus tard, dans son *Traité d'économie politique*⁷, paru en 1615, Antoine de Montchrestien observait avec pertinence : « On dit que l'un ne perd jamais que l'autre n'y gagne. Cela est vrai et se connaît mieux en matière de trafic, qu'en tout autre chose ». Six ans plus tard, dans son *Discours sur le commerce*, Thomas Mun surenchérisait : « Le commerce des marchandises [...] est la véritable pierre de touche de la prospérité d'un royaume quand certaines règles sont suivies ». Toutefois, c'est le député gouverneur de la King's Merchant Adventurers, Edward Misselden, qui, dans son ouvrage intitulé *Le cercle du commerce ou la balance du commerce* et publié en 1623, percevra avec le plus d'acuité la relation entre essor économique et prospérité commerciale :

Si les produits nationaux exportés font pencher le plateau de la balance et excèdent en valeur les biens étrangers importés, c'est une règle sans exception que le royaume s'enrichit et prospère dans tous les domaines parce que le surplus doit arriver sous forme de trésor. Mais si les produits étrangers importés excèdent en valeur les produits nationaux exportés, il s'agit là d'un signe manifeste que le commerce a décliné et que le stock du royaume a été gaspillé, car le surplus de l'étranger doit être couvert par le trésor.

La traduction politique découlait d'elle-même : l'hégémonie d'une nation étant inévitable, les protections aux frontières, d'ordre tarifaire ou non, la signature d'accords préférentiels et la création de compagnies coloniales devaient former des instruments indispensables. D'où une multiplication de contrôles douaniers, souvent générateurs de lourdeurs bureaucratiques. Pour ce qui est de la *population*, les thèses développées étaient en majorité populationnistes. La célèbre maxime de Jean Bodin – « Il n'est richesse ni force que d'hommes » – se trouve gravée dans la mémoire de plus d'un démographe. Par ailleurs, les mercantilistes établirent un lien entre natalité et expansion démographique, et c'était l'emploi qui l'exprimait. Pour stimuler l'offre de travail, d'aucuns préconisèrent même une taxation du célibat. N'oublions pas que l'Espagne souffrait d'une dépopulation qui provenait

⁷ Notons que c'est la première fois dans l'histoire que le terme d'économie politique fait son apparition.

d'une émigration vers les Amériques et que la France voyait les huguenots s'enfuir vers l'Europe du Nord et la Suisse. En ce qui concerne la rémunération du travail, les positions étaient en revanche antithétiques : d'aucuns, à la suite de Josias Child, recommandaient la distribution de salaires élevés afin de soutenir la dépense, cependant que d'autres, à l'instar de Petty, soutenaient la thèse opposée pour préserver la compétitivité sur les marchés extérieurs. En troisième lieu, la *réflexion monétaire* était à la fois chryshédoniste et pré-quantitativiste. Le chryshédonisme ne surprend pas en ce que le désir de l'or devait susciter une accumulation métallique, source de toute richesse. Par suite, les entrées de métaux précieux devaient être stimulées, tant et si bien que la puissance du Prince pût s'affermir. Pour sa part, le pré-quantitativisme est plus délicat à expliquer. Pour en saisir la signification, il faut évoquer la célèbre diatribe qui opposa l'avocat Jean Bodin à l'homme de Cour qu'était le Sieur de Malestroit. S'interrogeant sur les causes de l'enchérissement des prix des produits, ce dernier prétendait que l'obligation de céder une plus grande quantité de métal pour obtenir un même bien révélait l'existence de hausses de prix, et, prétendant que cette quantité était restée sensiblement identique, il concluait à une grande stabilité monétaire. Il prit cependant le soin d'ajouter que si certaines hausses étaient effectivement intervenues, elles s'expliquaient par le remuement des monnaies, donc par des variations de l'unité de compte. La réplique de Jean Bodin fut sans appel : il est faux de désigner les seules mutations monétaires comme génératrices d'inflation, car l'afflux de métaux précieux était tout autant responsable. Chiffres à l'appui, il montra comment les prix de certaines denrées (le velours, le blé, le vin...) avaient varié en raison des entrées de métal. Ainsi son explication annonça-t-elle la théorie quantitative voulant que le volume de monnaie en circulation détermine le niveau général des prix, théorie qu'approfondiront les Libéraux. Cependant, son explication ne peut pas être qualifiée de quantitativiste pour au moins deux raisons : la première réside dans le fait qu'elle n'est nullement formalisée, et la seconde tient en ce qu'aucune dichotomisation – c'est-à-dire aucune scission de l'économie entre un secteur réel et un secteur monétaire – n'est postulée. Cela étant, Jean Bodin distingua trois causes à l'inflation, et en cita... quatre : l'abondance de la circulation monétaire, la présence de monopoles, l'existence de disettes ainsi que « le plaisir des rois et grands seigneurs qui haussent le prix des choses qu'ils aiment ». En ce temps-là, il est difficile de lui donner tort.

Alors, quelle actualité sous-jacente peut-on accorder à pareilles assertions ? Sur le plan du *commerce international*, le néoprotectionnisme paraît en vogue. Pour contrer l'entrée massive de produits étrangers, nations et/ou groupes de nations fixent des droits de douane ou érigent des barrières non tarifaires à l'envi, quoiqu'à des degrés divers on en conviendra. Il en a déjà été question plus haut. Mais l'analogie s'arrête là, parce que l'objectif visé n'est plus d'entasser des métaux précieux voire des unités monétaires pour favoriser l'expansion, mais de protéger des activités nationales sensibles afin de contenir la montée du chômage à un niveau

socialement et politiquement acceptable. A la suite de John Maynard Keynes, grand admirateur des mercantilistes auxquels il rendra hommage dans l'appendice de la *Théorie générale*, certains ajoutent que le néoprotectionnisme désamorce, voire empêche les conflits armés. Voilà qui laisse rêveur : le fait de vouloir inonder les marchés tiers sans autoriser l'accès à ses marchés nationaux porte, en soi, les germes d'une agressivité qui peut devenir militaire, et, par ailleurs, se refuser à affronter la concurrence est, en soi là encore, un aveu d'impuissance. En d'autres termes, ne pas monter sur le ring ne peut laisser aucun doute sur le score final ! La *question démographique*, en deuxième lieu, est, elle aussi, fort controversée. D'un côté, on se souvient des mesures natalistes prises à bon escient après le second conflit mondial, mesures qui reviennent en grâce ici et là au vu du déclin de la population dans les pays riches ; en parallèle, on conserve à l'esprit les freins malthusiens imposés dans des pays pauvres, à l'instar de la politique de l'enfant unique chinoise. De l'autre, les mêmes dirigeants de cet empire adoptent aujourd'hui une attitude plus positive en autorisant un deuxième, puis un troisième enfant par famille, alors que la croissance de la population dans d'autres pays, et remarquablement sur le continent africain, prend parfois des allures inquiétantes au regard des richesses produites : cela ne peut, en effet, qu'augurer un repli du revenu per capita. Clôturons ce point en faisant valoir qu'avec les techniques modernes et des financements adéquats, il est beaucoup plus aisé que jadis de réguler les humeurs de la démographie, à la seule condition qu'une vue à long terme et une volonté politique se dégagent... ce qui est loin d'être acquis. De plus, signalons que ceux qui clament qu'il ne faut pas faire d'enfants parce que la planète est trop peuplée ignorent les leçons de l'histoire et jettent plus qu'un voile à demain. Reste la *question monétaire*. Le monde présent est-il favorable au chrysohédonisme ? A la fois oui et non : oui car l'or demeure une valeur refuge⁸, mais non parce que son accumulation relève davantage de la stratégie politique que de la relance de l'activité. En outre, le monde s'est-il converti au quantitativisme ? Avouons qu'il le fut partiellement, entre autres dans les années 70 et 80, lorsque maints gouvernements étaient convaincus que l'inflation ambiante relevait d'une circulation excessive de liquidités. Il ne l'est plus du tout de nos jours, puisqu'une création inédite de monnaie ne remet guère en cause la stabilité des prix.

Pour clore cette note, ébauchons une sorte de bilan.

Les apports du mercantilisme à la modernité ne sont pas niables : la reconnaissance de la puissance de l'État en tant qu'agent protecteur, mais aussi incitateur en matière industrielle et commerciale, le culte de la technique promouvant une élite propre à malmenier l'Église et l'aristocratie, l'assouplissement de dogmes religieux qui, à l'instar de l'interdiction du prêt à intérêt, empêchaient l'expansion. En tant que pseudo-doctrine, il est venu à bout de la logique médiévale en privilégiant les valeurs mercantiles aux valeurs morales, en assurant la primauté de l'économique

⁸ L'élévation de son cours moyen depuis l'an 2000 en est la preuve irréfutable.

sur la scolastique, en consacrant la référence nationale et non plus religieuse. Somme toute, un étatsisme tatillon, une approche parcellaire de la vie économique tout comme une absence d'arguments conceptuels eurent raison de nombre de ses pétitions de principe.

De nos jours, l'ascendant des valeurs mercantiles prévaut encore et ô combien, même si elles se trouvent flanquées de considérations sociales, environnementales, juridiques etc., inexistantes auparavant. La comparaison est donc osée, à dire le vrai inenvisageable, surtout dans des contextes sociologiques si différents. En revanche, une similitude se dénote sur le plan de la technique, bien que, avouons-le, elle y apparaisse de façon plus prononcée dans les processus inventifs et innovateurs actuels. Enfin, force est d'admettre que, d'un point de vue spatial, c'est la référence continentale ou mondiale, et non plus nationale, qui s'impose à notre époque, ici en minimisant voire en niant le fait religieux, là en l'accentuant mais en l'habillant souvent d'obscurantisme.

Bref, les répétitions sont inaccoutumées en histoire économique, comme en histoire d'ailleurs. Lorsqu'elles adviennent, elles changent toutefois de nature et/ou d'intensité. En définitive, s'il est un terme qu'il convient de retenir dans cette tentative de mise en parallèle, c'est bien celui de demi-teinte.